

**Camp Liberty : Maryam Radjavi demande la levée du blocus**
03/14/2014 12:17 - ONU-IRAN-OPPOSITION-IRAK - Monde (MOA) - AFP

GENÈVE, 14 mars 2014 (AFP) - Maryam Radjavi, présidente du Conseil national de la résistance iranienne (CNRI), a demandé vendredi la levée du blocus médical et alimentaire visant le camp Liberty, proche de Bagdad, où vivent quelque 3.800 opposants iraniens.

"Nous demandons l'intervention des Etats-Unis et de l'ONU afin de lever immédiatement le blocus médical et alimentaire" sur ce camp, a-t-elle déclaré lors d'un forum en marge du Conseil des droits de l'Homme à Genève.

L'opposante iranienne a aussi demandé une "enquête indépendante sur le massacre du 1er septembre 2013 au camp d'Achraf", en Irak, qui a fait 52 morts, et sur "les attaques répétées contre ses habitants", a affirmé l'opposante iranienne.

"Une enquête est le minimum nécessaire afin de dissuader la répétition de tels crimes. Le silence et l'inaction ont été interprétés par le régime iranien et ses alliés en Irak comme un feu vert à des attaques encore plus meurtrières", a déclaré Maryam Radjavi.

Elle a aussi demandé que la situation des résidents du camp Liberty soit portée devant le Conseil de sécurité de l'ONU.

Mme Radjavi a par ailleurs dénoncé la situation des droits de l'Homme en Iran, où le nombre des exécutions a atteint "un nouveau record depuis 25 ans", alors que le président Hassan Rohani se "targue de modération". "Au moins 176 pendaisons ont été déclarées" depuis début 2014, et "au moins 3 des victimes étaient mineures au moment de leur arrestation", a-t-elle déclaré.

- "Un crime de guerre" -

De son côté, le Suisse Jean Ziegler, expert auprès du comité consultatif du Conseil des droits de l'Homme, a dénoncé une politique des gouvernements iranien et irakien coupant les vivres aux résidents du camp Liberty, où les anciens habitants d'Achraf attendent un transfert vers un pays tiers.

"Il y a crime de guerre, car on affame des populations civiles, ces personnes sont en danger de mort", a déclaré l'expert suisse.

"C'est l'indifférence et non pas l'impuissance" de la communauté internationale qui est en cause, a-t-il ajouté, en réclamant le déploiement d'observateurs de l'ONU dans le camp Liberty, ainsi que l'envoi de quelques centaines de Casques bleus.

Un appel lancé également par l'ex-ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner, qui a dénoncé l'aggravation de la situation des droits de l'Homme en Iran alors que les grandes puissances négocient sur le dossier nucléaire.

Le 1er septembre 2013, 52 militants de l'Organisation des Moudjahidine du peuple (OMPI) avaient été tués dans le camp d'Achraf. Des images montrant des corps menottés de ces militants, tués par des miliciens masqués, ont été diffusés lors de ce Forum.

Au cours de cette attaque, sept opposants, dont 6 femmes, ont été enlevés. Leur sort reste inconnu.

Quelque 3.200 membres de l'OMPI ont été transférés d'Achraf au camp Liberty où ils ont été interviewés par le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) en vue d'un transfert vers un pays tiers.

Le camp Liberty a été bombardé par des dizaines de roquettes le 26 décembre 2013, tuant quatre opposants iraniens et blessant 70 autres habitants, selon le CNRI.

Selon les opposants iraniens, les résidents du camp sont à tout moment menacés par une autre attaque.

mnb/apo/pt

© 1994-2014 Agence France-Presse